

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OMYA SAS

6 rue Pierre Semard
51240 Omev

Références : D3 i 2026-297
Code AIOT : 0005701723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement OMYA SAS implanté RUE SIMONE VEIL 51240 Omev. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- RUE SIMONE VEIL 51240 Omev
- Code AIOT : 0005701723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Omya exploite une usine de fabrication de charges minérales sur la commune de Omev. Elle est autorisée pour les rubriques ICPE 3110 et 2515-1, par l'arrêté initial d'autorisation du 20/06/1996 et arrêté consolidé le 20 janvier 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3.2.2	Sans objet
2	Respect Valeur limite d'émission – poussières	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3,2,3	Sans objet
3	Respect Valeur limite d'émission COV	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3,2,3	Sans objet
4	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 9,2,1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de soulever des différences entre les textes réglementaires applicables au site et la mise en œuvre de l'activité sur le terrain, telles l'absence ou la suppression de conduits. L'exploitant a transmis après la visite des justifications pour demander la mise à jour de l'arrêté préfectoral. Ainsi un projet d'arrêté complémentaire concernant les rejets atmosphériques est proposé à Monsieur le préfet.

Les constats sur l'étude de composés organiques volatiles (COV) prescrite dans l'arrêté préfectoral de 2020 et des valeurs limites d'émissions ne soulèvent pas de suite à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations en place au sein de l'établissement sont les suivantes :</p> <p>Aerofall (Broyeur Autogène avec sécheur) - Cyclône + filtre électrostatique, Noris 1 - Filtre électrostatique, Noris 2 - Cyclône + filtre électrostatique, Sécheur JOD - Filtre à manche TR5 - Filtre à manche</p> <p>• Installations de combustion</p> <p>Les caractéristiques des installations de combustion de l'établissement sont les suivantes :</p>

<i>installation</i>	<i>Puissance thermique en MW</i>	<i>D é b i t nominal en m³/h</i>	<i>Diamètre cheminée en m</i>	<i>Hauteur mini de cheminée en m</i>	<i>V i t e s s e d'éjection mini en m/s</i>
Diverses chaudières domestiques	Puissance totale : 2 , 1 M W				8
S é c h e u r Noris 1	9,3	74 000	1,2	32	8
S é c h e u r Noris 2	11,6	67 000	1,2	32	8
S é c h e u r A é r o f a l l	30	180 000	1,6	43	8
Chaudière chauffage stéarine	0,2				
F o u r rétraction 1	0,3				
F o u r rétraction 2	0,3				
TR5	4	30000	0,8	28	8
JOD	4	30000	0,9	27	8
Foyer tour d'atomisation	0,2				

A 308	0,4				
Station essai	0,6				

Les valeurs de débit des effluents gazeux et de concentrations en polluants sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101300 pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en oxygène de 16 %.

Les vitesses d'éjection des gaz sont supérieures à 8 m/s.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

- **Extrusion (Omyalène)**

L'intégralité des vapeurs d'extrusion doit être canalisée. La cheminée dédiée a une hauteur minimale de 35 m.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :

- les conduits TR5, les fours rétraction 1 et 2 ne sont plus en fonctionnement ;

- les conduits liés au Foyer de la tour d'atomisation, à l'A308 et à la station d'essai sont localisés dans l'usine pilote et ne fonctionne qu'en cas d'essai à l'échelle laboratoire ;

- les conduits JOD, Noris 1 sont rarement utilisés ;

- 4 dépoussiéreurs, 4 ensacheuses et 3 broyeurs sont en fonctionnement et ne sont pas déclarés dans l'arrêté préfectoral.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis une déclaration en date du 20 mars 2026, relative à des modifications des installations de combustion mentionnées dans l'arrêté préfectoral. Il apporte également des précisions sur les paramètres des différents conduits tels les dépoussiéreurs, ensacheuses ou broyeurs.

Ainsi la prescription est inadaptée. Il est proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à Monsieur le Préfet relatif à la mise à jour des conduits des rejets atmosphériques

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect Valeur limite d'émission – poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3,2,3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect Valeur limite d'émission – poussières

Prescription contrôlée :

[...]

Poussières au niveau des sécheurs

Les gaz issus des installations doivent respecter les valeurs maximales de concentration et de flux suivantes en poussières, en dehors des phases de démarrage :

	JOD	Aérofall	Noris 1	Noris 2	TR5
Poussières concentration	20 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³
Poussières flux	0,5 kg/h	1,9 kg/h	0,8 kg/h	0,9 kg/h	0,5 kg/h

Flux total maximum : 9,1 kg/h soit 35 t/an

[...]

Les phases de démarrage des sécheurs sont d'une durée maximale de 30 minutes, durant ces phases les valeurs maximales instantanées de concentration et de flux sont :

	JOD	Aérofall	Noris 1	Noris 2	TR5
Poussières concentration	70 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³	70 mg/Nm ³	70 mg/Nm ³
Poussières flux	2,1 kg/h	13 kg/h	8,3 kg/h	4,2 kg/h	2,1 kg/h

Flux total maximum : 1,4 t/an *

*Sur la base de 90 démarrages de l'aérofall, JOD, TR5 et de Noris 1 par an, et de 135 démarrages de Noris 2 par an.

Ces valeurs limites sont à respecter dès la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

L'inspection a analysé par sondage les résultats de mesures du contrôle des rejets atmosphérique réalisées entre le 7 avril et le 11 avril 2025 et transmis par l'exploitant. Outre les conduits non exploités, il est constaté des résultats conformes pour les phases en fonctionnement normal et pour les phases de démarrage des process.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le préfet afin de mettre à jour les valeurs limites d'émissions des conduits des rejets atmosphériques en fonctionnement (notamment dépoussiéreurs, ensacheuses et broyeurs).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect Valeur limite d'émission COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3,2,3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect Valeur limite d'émission COV

Prescription contrôlée :

COV au niveau de l'extrusion (Omyalène)

Le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, est inférieur à 200 g/h, soit une concentration de 15 mg/Nm³ en considérant un débit d'extraction de 13000 Nm³ par an.

Sous un an, l'exploitant réalise une évaluation de la nature et des flux des COV rejetés par son installation Omyalène. Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées dès réception.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport du 7 avril au 11 avril 2025 à l'inspection pour un conduit PL102 qui correspond à l'extrusion. Un screening a été réalisé mais son résultat manque de précision quant à l'unité de mesure. Par ailleurs, aucune conclusion ne ressort de cette étude.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis en date du 20 mars 2026 un rapport de contrôle complété où figurent des précisions sur la nature des COV et des unités de mesure.

Il conclut son étude comme suit « Les niveaux très faibles de COV mesurés, combinés à l'absence totale de substances CMR identifiées dans les screening analytiques, confirment que les émissions organiques volatiles du site OMYA Omei ne présentent pas de risque sanitaire particulier et restent très largement conformes aux exigences réglementaires.

Ce constat n'appelle pas de suites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modalité de surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 9,2,1

Thème(s) : Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets, les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Le contrôle minimum des concentrations et flux de polluants émis par les broyeurs et sécheurs est réalisé selon les périodicités suivantes :

	Poussières	Oxydes de soufre	Oxydes d'azote	Monoxyde de carbone
--	------------	------------------	----------------	---------------------

JOD	Continu et annuel	Annuel	Annuel	Annuel
Aérofall	Continu et annuel	Annuel	Annuel	Annuel
Noris 1	Continu et annuel	Annuel	Annuel	Annuel
Noris 2	Continu et annuel	Annuel	Annuel	Annuel
TR5	Continu et annuel	Annuel	Annuel	Annuel

Constats :

L'inspection s'est concentrée sur les mesures continues des conduits de l'établissement.

L'exploitant réalise des mesures continues pour les conduits TR1, TR2 (broyeurs), ensacheuse (BS1, BS2, BS3), aérofall, Noris 2.

L'exploitant a exposé des fichiers à l'inspection qui ne peuvent pas être exploités en l'état (absence d'unités, de VLE, de flux...) . L'exploitant précise que ces éléments sont réalisés depuis de nombreuses années sans retour à l'inspection.

L'exploitant a transmis à l'inspection des nouveaux tableaux le 20 mars 2026, qui montrent la surveillance quotidienne des mesures en terme de concentration et de flux.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le Préfet pour mettre à jour la surveillance des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite